



Dossier de candidature Entreprise du Plan PME

Raison sociale :			
Nom du dirigeant			
Interlocuteur privilégié :			
Adresse :			
Code Postal :		Ville :	
Tél :	Fax :	Email :	
Code NAF :		N° Siret :	
Date de création :		Forme Juridique :	Capital social :
Appartenance à un Groupe : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		Effectif consolidé du groupe	
Nom du groupe		Chiffre d'Affaires consolidé du groupe :	
Filiale à %		Total bilan consolidé du groupe :	
K€	Année 2014	Année 2015	Année 2016
<i>Chiffre d'Affaires global</i>			
<i>Chiffre d'Affaires export</i>			
<i>Total bilan</i>			
<i>Résultat net</i>			
<i>Effectif total</i>			
<i>Effectif de production</i>			
Activité :			
<input type="checkbox"/> Produits propres <input type="checkbox"/> Sous-traitance <input type="checkbox"/> Services			



Principaux produits / prestations et marchés visés :

Empty box for describing main products/services and target markets.

ACTION PLAN PME RETENUE :

.....

Veillez décrire brièvement les axes de progrès pour votre entreprise :

Projets, plans de développement, principaux secteurs d'amélioration, faiblesse vis-à-vis du marché etc.

Four horizontal lines for describing progress axes.

Quelles sont vos attentes du dispositif PLAN PME ?

Four horizontal lines for describing expectations from the PLAN PME device.



Motivations à l'action thématique retenue :

(Détails à la discrétion de chaque AMO Thématique)

Le signataire s'engage à poursuivre le processus d'intégration au Plan PME, dans le cas où sa candidature serait acceptée.

*Le signataire s'engage à respecter la règle des minimis en complétant la déclaration jointe. Le règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis institue la possibilité pour les autorités publiques de verser à toute **entreprise unique** un montant d'aide maximum de 200 000 euros sur une période de 3 exercices fiscaux, sans être tenue de notifier cette aide, ni de la comptabiliser dans le calcul des règles de cumul d'aides (voir règlement pour plus d'information). Le signataire s'engage à renseigner la déclaration des aides de minimis sans quoi aucune aide ne pourra lui être octroyée.*

En contrepartie, toutes les personnes qui ont accès à ces données, s'engagent à les traiter de manière confidentielle.

Cet engagement vaut pour acte d'adhésion au Plan PME (voir document « Pacte Plan PME »)

Fait à _____, le _____

Cachet et signature du responsable de l'entreprise.

Conformément à l'article 27 de la loi "informatique et Liberté" du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant.



Annexe : Déclaration des aides de *minimis*

Veuillez mentionner ci-dessous l'ensemble des aides dites « de *minimis* » (y compris l'aide relative à la présente action collective 12.860,71 €), tous domaines confondus, ayant fait l'objet d'un octroi à votre entreprise (au sens d'entreprise unique) au cours des 2 derniers exercices fiscaux clos précédant la date de signature de cette déclaration et de l'exercice fiscal en cours. En l'absence de déclaration renseignée aucune aide ne pourra être accordée.

La définition d'entreprise unique se réfère à la recommandation 2003/361/CE n°800/2008 de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises : tout groupement d'entreprises liées est considéré comme une entreprise unique. L'identification des aides de *minimis* octroyées doit donc couvrir l'entreprise candidate, ainsi que toute entreprise sur laquelle elle exerce, directement ou indirectement, une influence dominante ou toute entreprise qui peut exercer une influence dominante sur l'entreprise candidate ou qui, comme l'entreprise candidate est soumise à l'influence d'une autre entreprise.

Dans le tableau ci-dessous :

- Préciser le montant, le type d'aide et la date de l'aide
- Indiquer 0 si aucune n'aide n'a été perçue

<u>Aide de <i>minimis</i> au sens du règlement n°1407/2013 du 18 décembre 2013, JO L 352 du 24.12.2013</u>		
<i>Exercice fiscal année 2015</i>	<i>Exercice fiscal année 2016</i>	<i>Exercice fiscal en cours 2017</i>
		Stratégie PME 12.860,71 €
TOTAL :	TOTAL :	TOTAL :

Le cas échéant convertir les aides en équivalent subvention

Le responsable de l'entreprise* (**nom, prénom et fonction**) :

.....
 manifeste son intention de participer à l'action intitulée **STRATEGIE PME** élaborée par **le CETIM** et certifie sur l'honneur l'exactitude des informations portées dans la présente fiche et déclare avoir été informé du caractère « de *minimis* » au sens du règlement CE de l'aide attribuée à ma société (**).

Je soussigné,..... en tant que certifie l'exactitude et l'exhaustivité des informations rapportées ci-dessus.

Date :	Signature :	Cachet :

* Le signataire de ce document doit disposer des pouvoirs nécessaires pour engager l'entreprise.
 ** (règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013, JO L 352 du 24.12.2013).